

• (11.20 a.m.)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail a envoyé hier un télégramme aux dirigeants du syndicat concerné. Il leur demandait de faire cesser cette grève non autorisée. Une réponse au télégramme a été envoyée ce matin, en conséquence de laquelle je crois qu'une réunion se tiendra cet après-midi.

LES CÉRÉALES

LE MUTISME SUR LES CONTINGENTS DU BLÉ N° 1

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): J'ai une question à poser au ministre du Commerce, au sujet de la mise en vente du blé dans les provinces des Prairies. J'ai reçu bon nombre d'instances, portant que le contingent de deux boisseaux n'a pas été annoncé dans les régions où l'on cultive le blé n° 1 et, à vrai dire, le blé n° 1 ne semble pas être en demande ni être requis dans une certaine mesure par la Commission canadienne du blé.

Que faut-il en penser? Que peuvent espérer les agriculteurs des régions de culture considérable du blé n° 1, comme on en trouve dans l'Ouest canadien, et quelles sont les possibilités d'augmentation dans ces secteurs, pour faire face à une situation de plus en plus grave? Je sais que le ministre ne remplit pas ces fonctions depuis longtemps, mais je suis persuadé qu'il pourra répondre à ma question.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Je suis au courant du problème concernant le blé n° 1; la demande n'est pas aussi forte que nous le voudrions. Comme je voudrais néanmoins donner une réponse plus précise, je vais tenir la question pour un préavis et y répondre plus tard.

LE GAZ NATUREL

LE DÉPÔT DE DOCUMENTS PAR LA SOCIÉTÉ «TRANS-CANADA PIPE LINES» DEVANT LA «FEDERAL POWER COMMISSION»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): J'aimerais demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources si on lui a signalé un article en provenance de Washington paru dans les journaux de ce matin, selon lequel la *Trans-Canada Pipe Lines* a rejeté une demande de la *Federal Power Commission* des États-Unis, qui voulait d'autres documents au sujet du récent accord intervenu entre la compagnie et le gouvernement canadien. Voilà

qui est contraire à la déclaration faite hier par le ministre selon laquelle la *Trans-Canada Pipe Lines* ferait faire des copies de cette correspondance pour la *Federal Power Commission*. Voici ma question: Les documents en question sont-ils les lettres des 15 et 19 septembre qui, selon ce que le ministre a dit hier, seraient déposées? Est-il exact que la *Trans-Canada Pipe Lines* a refusé de mettre ces documents à la disposition de la *Federal Power Commission* et, en ce cas, pourquoi?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Tout ce que je puis dire, c'est que, dans quelques heures, on verra si mes renseignements sont plus dignes de foi que ceux qui ont paru dans les journaux.

M. H. A. Olson (Medicine Hat): Selon le ministre, ces propos seront confirmés ou non dans quelques heures. Le gouvernement a-t-il refusé d'autoriser la *Trans-Canada* à fournir la documentation supplémentaire demandée par la *Federal Power Commission*?

L'hon. M. Pepin: Voici la situation: Des députés nous ont demandé de déposer la correspondance et nous avons promis de le faire. Comme je l'ai dit hier à la Chambre, j'ai appris que la compagnie serait prête à mettre cette correspondance à la disposition de la *Federal Power Commission*. Voilà où en sont les choses à l'heure actuelle.

M. Douglas: Le ministre n'a pas besoin d'être mystérieux. Est-ce à dire qu'il a des renseignements selon lesquels ces documents seront présentés à la *Federal Power Commission* à Washington?

L'hon. M. Pepin: Précisément. J'ai dit qu'ils seraient mis à leur disposition.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA MUTATION DES TÉLÉPHONISTES ANGLOPHONES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. A. Webb (Hastings-Frontenac): Je me proposais d'adresser ma question au leader de la Chambre, mais comme il est absent pour le moment, je pourrais l'adresser au leader suppléant. Est-il vrai que toutes les téléphonistes de langue anglaise au service du gouvernement sont mutées à d'autres positions?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Sauf erreur, je suis le ministre responsable des services de téléphone du gouvernement. Je ne suis pas au courant de cela, mais je me renseignerai. Je ne surveille pas les déplacements des téléphonistes à toute heure du jour.